



**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DES ARTICLES
L 2122.22 ET L 2122.23 DU CODE GÉNÉRAL DES
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

Service Affaires juridiques
Blandine Continant

Objet :

**Désignation d'un avocat conseil, représentation de la commune -
Résiliation d'un abonnement d'un commerçant pour l'occupation
d'un emplacement sur le marché du Centre à Choisy-le-Roi.**

Le Maire de Choisy-le-Roi,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2122.22
et L 2122.23,

Vu la délibération n° 20.094 en date du 16 juillet 2020 déléguant au Maire le
pouvoir d'ester en justice,

Considérant la nécessité de solliciter un avocat dans le cadre d'un référé
suspension et d'un recours pour excès de pouvoir contre une décision de résiliation
d'un abonnement d'un commerçant pour l'occupation d'un emplacement sur le
marché du Centre à Choisy-le-Roi.

Vu l'accord du Cabinet Seban & Associés pour accompagner la ville,

D É C I D E

Article 1 : Que le cabinet Seban & Associés, avocats associés domicilié, 282 Boulevard Saint
Germain 75007 PARIS interviendra en tant qu'avocat conseil de la commune dans le dossier
relatif au référé suspension et recours pour excès de pouvoir déposé contre la décision de
résiliation d'un abonnement d'un commerçant pour l'occupation d'un emplacement sur le
marché du Centre à Choisy-le-Roi (94600).

Article 2 : Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la commune.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services, le comptable assignataire sont chargés,
chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, dont ampliation sera
transmise à Madame la Préfète du Val-de-Marne.

Article 4 : La présente décision sera communiquée au Conseil Municipal lors de la prochaine
séance et mise en ligne sur le site internet de la commune www.choisyleroi.fr.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal administratif
de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité, de
sa notification et/ou de sa publication. La juridiction compétente peut être saisie par
l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Fait en Mairie à Choisy-le-Roi, le 16 janvier 2024

Certifié exécutoire,
Compte tenu de la transmission

en Préfecture
Le 23 JAN. 2024

de la publication
Le 23 JAN. 2024

et par délégation
Denis BARANGER
Directeur Général des Services

Le Maire

Accusé de réception en préfecture
094-219400223-20240123-JURID-24-031-AR
Date de télétransmission : 23/01/2024
Date de réception préfecture : 23/01/2024